Université, science et territoire face aux nouvelles droites : une alerte depuis l'Argentine

L'appel à la cinquième Marche fédérale universitaire, prévue le 15 octobre prochain, offre l'occasion d'interroger la place qu'occupent les universités publiques et les systèmes scientifiques dans les projets politiques des droites et des extrêmes droites latino-américaines. En Argentine, la revendication du respect de la Loi de financement universitaire et du rétablissement des salaires s'inscrit dans un conflit portant sur les conditions nécessaires au maintien de la production de connaissances et de la formation supérieure. Le gouvernement de Javier Milei permet d'examiner ce conflit à partir d'une expérience concrète, dont l'analyse peut être mise en relation avec le précédent brésilien sous la présidence de Jair Bolsonaro. L'hypothèse qui guide cette réflexion est que la combinaison de restrictions budgétaires et de remises en cause de la légitimité des institutions universitaires peut compromettre des capacités publiques essentielles pour décider du développement de nos pays. Du point de vue de la géographie, nous souhaitons examiner comment ces décisions modifient les possibilités de connaître les territoires, de reconnaître leurs inégalités et d'élaborer des réponses à leurs transformations. Les universités et les organismes scientifiques interviennent dans cette relation à travers des recherches et des activités de formation qui entretiennent des liens avec des problèmes sociaux spécifiques. La formation de techniciens et de spécialistes dans nos établissements garantit une perspective de défense de la souveraineté dans ses dimensions économique, politique, scientifique et technologique, environnementale, éducative et culturelle, alimentaire et territoriale, entre autres. La marche constitue, en ce sens, une occasion de discuter de la portée des politiques actuelles et de leurs conséquences sur des capacités accumulées depuis des décennies, dont la continuité dépend du financement et du travail de celles et ceux qui les soutiennent. Sa pertinence régionale tient aux questions qu'elle soulève sur l'avenir de l'éducation publique et l'autonomie de la production scientifique.

L'ampleur de la dégradation en Argentine permet de préciser les termes de cette discussion. Selon le Grupo Economía, Política y Ciencia, les dépenses cumulées relevant de la fonction Science et Technique de l'Administration publique nationale entre janvier et août 2026 étaient inférieures de 47,6 % à celles de la même période de 2023, en termes réels. Pour les universités nationales, l'Institut d'études et de formation de la CONADU (la principale fédération regroupant les enseignants universitaires et les chercheurs d'Argentine) fournit une autre mesure de l'ajustement : entre janvier et mai 2026, les transferts de l'État national avaient diminué de 28,2 % en termes réels par rapport à la même période de 2023. La dégradation touche également les conditions de travail. En août, le groupe EPC a estimé une perte de pouvoir d'achat de 40,3 % par rapport à novembre 2023 pour les chercheurs et le personnel d'appui du CONICET, tandis que, pour le poste universitaire de référence, celui de profesor adjunto à temps plein avec

exclusivité et dix ans d'ancienneté, la baisse atteignait 25 %. La CONADU a réclamé une revalorisation salariale de 33,4 % pour compenser les pertes liées au processus inflationniste amorcé par le gouvernement actuel et aux réductions salariales. Les perspectives budgétaires ne présentent pas non plus de reprise uniforme : l'analyse du projet pour 2027 réalisée par le groupe EPC estime que le financement des universités serait inférieur de 21,2 % à celui de 2023. En septembre 2026, le CIN (Conseil interuniversitaire national) a demandé 11 000 milliards de pesos argentins pour l'exercice suivant, un montant qui, selon cet organisme, dépasse de 33 % celui prévu par le pouvoir exécutif. Les données disponibles permettent toutefois déjà de constater que l'incertitude financière et la dégradation salariale compromettent les conditions nécessaires pour maintenir les équipes, planifier les recherches et assurer le déroulement normal de l'année universitaire. Cela affecte directement la continuité de la formation de capacités, qui exige des délais prolongés.

Les universités nationales occupent une place centrale dans la reproduction des capacités. Leurs salles de cours forment des professionnels et des chercheurs, tandis que leurs instituts et laboratoires assurent une part substantielle de la production de connaissances, souvent en collaboration avec le CONICET et d'autres organismes publics. En mars 2026, le CIN et le Réseau argentin des responsables d'instituts de science et de technologie ont alerté sur les risques que le sous-financement fait peser sur les projets et les équipes établis. Le rapport de l'IEC-CONADU précise que, durant les cinq premiers mois de 2026, les dépenses consacrées aux bourses universitaires avaient diminué de 85,6 % en termes réels par rapport à la même période de 2023, tandis qu'aucune dépense n'avait été exécutée sur la ligne d'investissement dans les infrastructures universitaires étudiée. Leur dimension territoriale mérite une attention particulière. La présence universitaire dans différentes provinces et dans la périphérie métropolitaine de Buenos Aires rapproche les possibilités de formation de populations qui rencontreraient davantage de difficultés à se déplacer et permet d'établir des liens avec les institutions locales. L'affaiblissement des bourses et des infrastructures accentue les inégalités là où les alternatives éducatives sont plus limitées. Comme le souligne l'IEC lui-même, garantir le droit à l'enseignement supérieur exige de prendre en compte la poursuite des études et l'obtention du diplôme, en plus des possibilités d'admission. Dans cette perspective, la gratuité nécessite des conditions matérielles permettant de soutenir les parcours étudiants. L'université publique constitue une infrastructure sociale des territoires, dont la capacité d'intervention dépend de ressources et de liens construits historiquement, et dont la continuité exige des politiques soutenant à la fois le travail universitaire et le droit d'étudier.

Au Brésil, la dégradation du financement universitaire a précédé le gouvernement Bolsonaro. L'amendement constitutionnel 95, adopté en 2016, a instauré un plafond des dépenses primaires fédérales pour vingt ans, remplacé ensuite par un nouveau régime budgétaire en 2023. Toutefois, sous la présidence de Bolsonaro (2019-2022), la restriction des ressources s'est articulée à une offensive explicite contre la légitimité des universités publiques. En 2019, le ministère de l'Éducation a annoncé des gels touchant environ 30 % des ressources discrétionnaires des universités fédérales, c'est-à-dire des crédits destinés, entre autres, aux services, à l'entretien et au fonctionnement, et non 30 % du budget total de ces institutions. Les mobilisations nationales des 15 et 30 mai de cette année ont exprimé l'ampleur de la résistance étudiante, enseignante et scientifique. En 2022, la revue Pesquisa FAPESP a fait état du gel d'environ 1 794 millions de réais du budget du ministère de la Science, de la Technologie et des

Innovations. Ces épisodes montrent comment l'incertitude quant à la disponibilité effective des ressources entrave la continuité des projets, des laboratoires et des services universitaires.

La pression sur les institutions a également touché leurs mécanismes de gouvernance. Selon une enquête publiée par l'Association nationale des dirigeants des institutions fédérales d'enseignement supérieur (Andifes), entre 2019 et 2021 Bolsonaro a nommé, dans 18 cas sur 50 nominations de recteurs, des candidats qui n'avaient pas remporté les consultations internes de leurs communautés universitaires. Bien que la procédure de nomination présidentielle ait été prévue par la législation brésilienne, ces décisions ont intensifié les conflits autour de l'autonomie universitaire et de la représentation des enseignants, des étudiants et du personnel technique et administratif. Dans le domaine de la recherche, la confrontation avec l'Institut national de recherches spatiales (INPE) a pris une importance particulière à propos des données de suivi de la déforestation amazonienne, qui permettent de documenter les transformations environnementales et d'orienter les contrôles des pouvoirs publics. L'éviction de Ricardo Galvão en 2019, après qu'il eut défendu les données contestées par Bolsonaro, montre comment la diffusion des résultats peut entrer en conflit avec les priorités gouvernementales et illustre pourquoi l'autonomie des organismes scientifiques dépend aussi de leur capacité à publier des résultats qui contredisent les intérêts du gouvernement.

En Argentine, l'intervention de Milei à Davos en janvier 2025 a inclus les institutions éducatives parmi les espaces soumis à une prétendue hégémonie de la gauche « woke ». Les deux cas permettent d'examiner la dimension politique du conflit à partir de la remise en cause de l'autorité des institutions lorsque leurs connaissances ou leurs pratiques contredisent les orientations du gouvernement. Les éléments attestés dans ces épisodes fournissent une base pour discuter des pressions exercées sur la production scientifique, tout en préservant les différences entre les expériences nationales. L'autonomie institutionnelle nécessite des ressources pour la recherche et des conditions permettant de communiquer les résultats, y compris ceux qui dérangent le pouvoir politique. Son affaiblissement restreint les possibilités d'intervenir dans les débats publics sur les usages du territoire et leurs conséquences sociales et environnementales.

Les gouvernements d'extrême droite ont un grand problème avec la vérité, davantage encore avec la vérité scientifique. Ils ont l'habitude de nier les preuves scientifiques au moyen de leurs opinions, affirmant que les vérités empêchent le progrès du capitalisme. Le problème prend une autre profondeur lorsque les restrictions matérielles s'articulent à des discours qui jettent le soupçon sur les institutions du savoir. La comparaison exige de reconnaître les différences et les antécédents des politiques d'ajustement, mais elle est pertinente et nécessaire pour identifier comment la pression budgétaire et la délégitimation publique peuvent converger sur l'autonomie institutionnelle, affectant à la fois les conditions de recherche et les possibilités d'intervenir dans les débats sur les usages du territoire et leurs conséquences.

La dimension territoriale de l'université publique revêt une importance particulière dans le cas brésilien. L'expansion du réseau fédéral amorcée en 2003, le Programme d'appui aux plans de restructuration et d'expansion des universités fédérales (Reuni), institué en 2007, et la création d'universités et de campus dans l'intérieur du pays ont étendu la présence de l'enseignement supérieur fédéral au-delà des capitales des États et des centres métropolitains traditionnels. Cette expansion a favorisé l'accès d'étudiants qui devaient auparavant se rendre dans d'autres villes et a renforcé les activités de recherche et d'extension universitaire liées aux problèmes

agraires, urbains, environnementaux et sociaux de différentes régions. Leur continuité nécessite toutefois un financement stable, des politiques favorisant la poursuite des études et des conditions de travail pour les enseignants, les chercheurs et le personnel technique. Les restrictions budgétaires n'ont donc pas de conséquences territorialement homogènes : elles peuvent être particulièrement graves là où les institutions fédérales constituent l'une des rares infrastructures publiques de formation supérieure et de production de connaissances. La portée latino-américaine de ces processus doit être située dans le cadre d'une répartition inégale des capacités scientifiques. Selon El Estado de la Ciencia 2025, le Brésil concentrait 62,5 % de l'investissement de l'Amérique latine et des Caraïbes en recherche et développement en 2023, tandis que l'Argentine et le Mexique représentaient chacun environ 10 %. Cette concentration permet de comprendre la pertinence régionale des transformations que traversent nos principaux systèmes.

Du point de vue de la géographie, nous souhaitons interroger ce qu'il advient de la capacité de nos sociétés à produire des informations sur leurs propres territoires et à les utiliser dans la prise de décisions publiques. Étudier les transformations urbaines et agraires ou les changements environnementaux nécessite des équipes capables de maintenir des séries d'observation, de mener des travaux de terrain, de confronter les explications et de communiquer les résultats. L'interruption de ces activités réduit les outils disponibles pour les communautés et les gouvernements locaux et accroît leur dépendance à l'égard de connaissances et de technologies produites hors de la région. Cette dépendance constitue un risque à examiner, dont l'intensité variera selon les caractéristiques de chaque pays et de chaque domaine de recherche. Dans ce contexte, défendre l'université publique et la science implique de maintenir les conditions permettant d'élargir l'accès à la formation et de préserver l'autonomie du savoir, tout en discutant de ses priorités et de son rapport aux besoins sociaux. Cette autonomie constitue une condition pour évaluer les politiques publiques de manière critique et participer à la définition d'alternatives de développement. La coopération latino-américaine peut élargir ces possibilités grâce à l'échange de connaissances et à la construction d'agendas communs fondés sur nos propres capacités. La marche argentine du 15 octobre offre l'occasion de porter cette discussion dans l'espace latino-américain et caribéen. Ce qui est en jeu, c'est la possibilité de conserver et de développer nos propres capacités pour comprendre les transformations de nos territoires et participer aux décisions qui façonnent leur avenir.

L'affaiblissement des universités et du système scientifique érode les conditions permettant d'exercer la souveraineté, en réduisant la capacité de produire nos propres connaissances, d'évaluer les alternatives technologiques et de décider des transformations du territoire.

Commission d'études latino-américaines et caribéennes
Union géographique internationale

12 octobre 2026